

Martine Brunschwig Graf ne se représentera pas en octobre prochain

« Réussir sa sortie est aussi important que réussir son élection »

La conseillère nationale genevoise ne se représentera pas cet automne. Son départ, qui s'ajoute à celui de plusieurs autres libéraux-radicaux romands, marquera la disparition d'une certaine culture politique dans la Berne fédérale.

D. S. Miéville
daniel.mieville@edipresse.ch

Pourquoi quitter le Conseil national au terme de deux législatures seulement, alors que la norme est plutôt d'y demeurer une douzaine d'années ?

Je ne me suis jamais préoccupée de ce genre de normes. J'ai été élue ou réélue six fois et à chaque fois je me suis posé la question de l'utilité de ma candidature pour la cité, pour le parti et pour moi-même. Je ne calcule pas en termes de durée de mandats. J'ai participé à une première élection en 1985. La politique n'a jamais été toute ma vie.

C'était tout de même une vocation.

Je suis entrée en politique un peu par hasard. Cela aurait tout aussi bien pu ne pas se produire. C'est un cadeau offert par la vie de pouvoir servir en politique, mais le temps est venu de passer à autre chose. C'est également le devoir de chaque parti de préparer sa relève. Ceux qui sont en place doivent eux aussi penser à la génération suivante.

On a l'impression que de très nombreux élus ont de la peine à partir au bon moment. Pourquoi est-ce si difficile ?

Je ne peux pas répondre pour les autres. Cela dépend de l'idée que l'on se fait de ce qui est important. Chaque fois que j'ai pris une fonction, j'ai pensé à la façon dont j'en sortirais. C'est aussi important de réussir sa sortie que de réussir une élection.

Quand avez-vous pris votre décision ?

Le 16 mars dernier, le jour de mon soixantième anniversaire. A aucun moment je n'ai été tentée de revenir en arrière.

On a l'impression qu'il y a un peu de lassitude et de désenchantement face à l'évolution de la vie politique.

Je ne suis pas lasse, mais il est vrai que l'atmosphère et les mœurs politiques ont beaucoup changé. Et pas en mieux. On vit dans le régime de l'immédiateté. Il faut tout dire et tout savoir tout de suite. Je n'ai pas envie de participer à cette accélération du système. Au-delà, la tactique remplace souvent la stratégie. Dans ce contexte, où la façon de la communiquer devient plus importante que la décision elle-même, il y a assez peu de place pour des partis comme le PLR, qui ont pour vocation de proposer des solutions à des problèmes.

Qu'est-ce qui vous préoccupe particulièrement dans l'évolution du parlement ?

On n'est plus en train d'élire les membres d'une assemblée législative, mais des grands électeurs, qui éliront le prochain Conseil fédéral. Je



Martine Brunschwig Graf a pris sa décision le 16 mars dernier, jour de son soixantième anniversaire.

Sabine Papilloud

l'ai déjà ressenti lors des dernières élections. Au cours de la campagne, la question qui m'était le plus souvent posée concernait mon intention de voter ou non pour Blocher. On est en train de dépouiller les parlementaires de leur fonction principale, qui est de faire les lois.

Serait-il préférable pour autant de faire élire le Conseil fédéral par le peuple ?

Certainement pas. Pour pouvoir garantir une représentation régionale, il faudrait en effet introduire des quotas automatiques et les personnes ainsi élues souffriraient d'emblée d'un manque de légitimité. Il serait difficile, en particulier pour les Romands, d'être reconnus comme des représentants de la Suisse tout entière. Imaginez qu'un Romand soit élu au Conseil fédéral avec moins de voix qu'un candidat allemand non élu. Il passerait son temps à courir derrière sa légitimité.

« On n'élit plus les membres d'une assemblée législative, mais des grands électeurs du Conseil fédéral »

Auriez-vous été plus encline à prolonger votre carrière politique si vous aviez été élue en 2007 au Conseil des Etats, où l'atmosphère est moins agitée ?

Je ne pense pas. Je n'ai jamais regretté de ne pas avoir été élue aux Etats. En fait, le climat du Conseil national me convient mieux. Monter à la tribune pour défendre les crédits pour le FMI ou les accords bilatéraux, voilà ce qui correspond à mon tempérament.

Pas de regrets non plus pour le Conseil fédéral ?

Entrer au Parti libéral, à l'époque à laquelle je suis entrée en politique, voulait dire que l'on ne nourrissait vraiment aucune ambition de ce genre. Ensuite, d'autres gens se sont posé la question à ma place. J'ai été approchée pour la première fois en 1993, dans le contexte des événements qui ont vu Francis Matthey renoncer à son élection sous la pression de son parti et Ruth Dreifuss être élue à la place de Christiane Brunner. A une autre occasion, tout le groupe UDC a voté pour moi. Puis la question s'est véritablement posée, l'année dernière, devant le groupe libéral-radical. J'ai éprouvé le besoin qu'une réponse soit donnée à cette question, tout en étant partagée, je dirais moitié-moitié, entre le souhait d'être élue et la conscience des sacrifices qu'aurait nécessités une telle élection. En sachant ce que je n'aurais pas à sacrifier, le fait de pas avoir été choisie m'a permis de retrouver plus de liberté.

Avez-vous conscience qu'avec votre départ, c'est tout une culture politique qui disparaîtra ?

Une culture peut s'endormir, elle ne disparaît pas. Je n'ai pas la prétention d'être une « dernière des Mohicans ». Ce n'est pas cela qui importe, mais le fait qu'il y ait des gens qui défendent des principes forts, au-delà des dossiers défendus. On devrait toujours avoir en tête une ligne politique, ce qui n'implique pas la rigidité, mais la cohérence. « Est-ce que je sacrifie une liberté, est-ce que j'enlève une responsabilité au citoyen ? » ce sont pour moi des questions essentielles pour savoir quel chemin prendre. Cette fidélité aux principes passe aujourd'hui au deuxième plan, parce qu'on est pratiquement en campagne électorale dès le premier jour d'une nouvelle législature et qu'on a tendance à mesurer la pertinence d'une décision à l'aune de son potentiel électoral.

Cette évolution vous paraît-elle irréversible ?

En politique aussi il y a des mouvements de balancier et la possibilité de réveiller ce qui était endormi. Il faut faire confiance à la relève.

Comment voyez-vous l'avenir du consensus et de la collégialité ?

Cela dépend de ce que les personnes concernées en feront. Cela dépend en effet plus des personnalités que du système. Plus l'on développe son ego, moins on travaille pour le bien commun. Les médias contribuent à cette situation, mais nous ne sommes pas obligés de céder à leurs sollicitations. De nombreux politiciens ont peur que les médias ne s'intéressent plus à eux et ont peur de dire non. ●

CE QU'ELLE PENSE DE...

CHRISTOPH BLOCHER

Ancien conseiller fédéral



« Je crois qu'il a été un formidable chef d'entreprise. »

BARACK OBAMA

Président des Etats-Unis



« Il est confronté à la réalité. Son défi est d'essayer de réussir sans trahir. »

SILVIO BERLUSCONI

Chef du gouvernement italien



« La fin ne justifie pas tous les moyens. Ceux dont il use rongent la démocratie. »